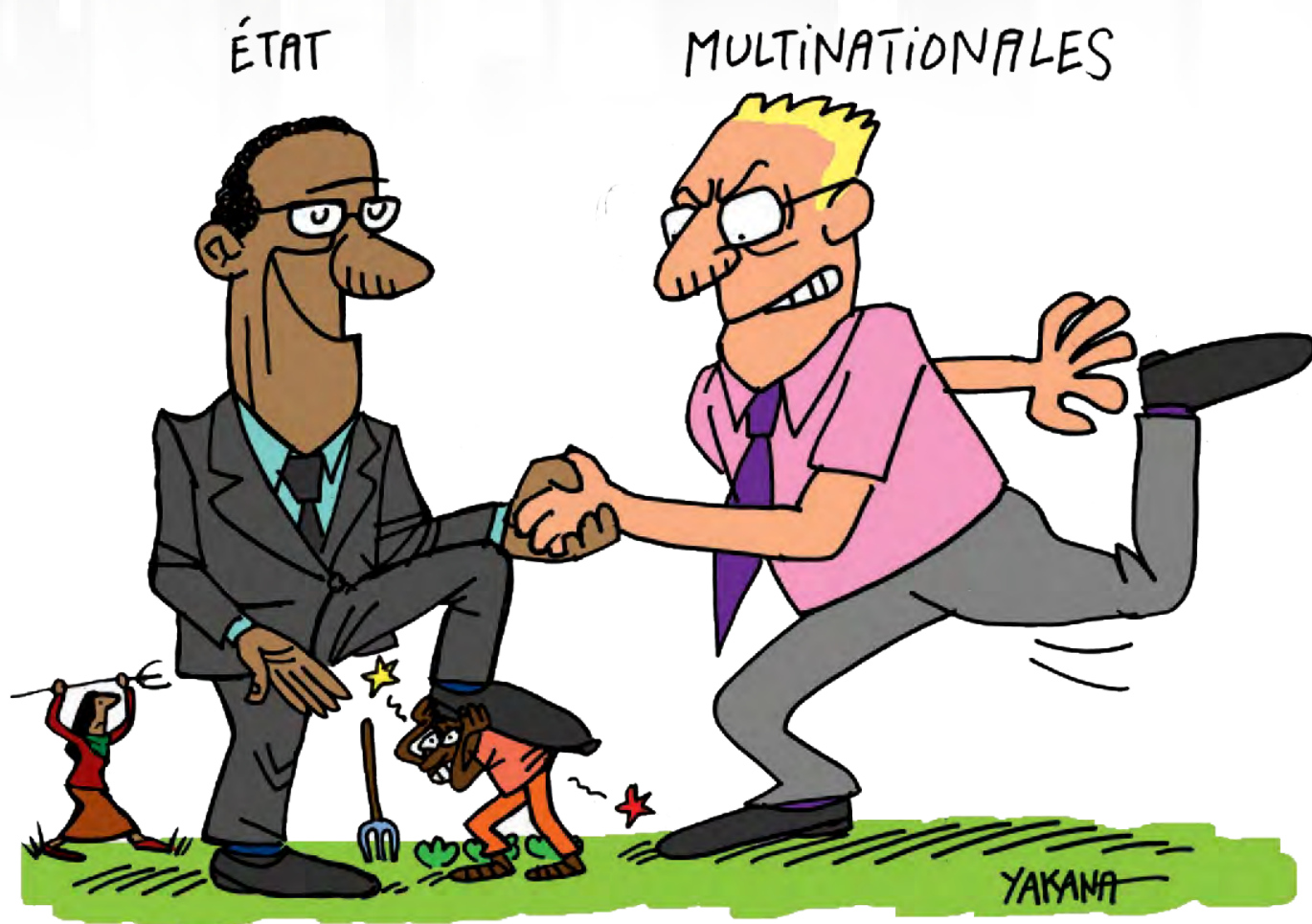


# ÉTAT DE SIEGE SUR UN SOMMET !

À PROPOS DU SOMMET DES NATIONS UNIES SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES 2021



Les lobbies défendant les intérêts des multinationales de l'agroalimentaire influencent les préparatifs du Sommet Des Nations Unies sur les SYSTÈMES ALIMENTAIRES prévu en 2021. Ils rendent le processus opaque et exclusif. La Via Campesina explique pourquoi cela met en danger la souveraineté alimentaire des peuples et menace l'avenir de la planète.



DOCUMENT DE POSITION DE **LA VIA CAMPESINA**  
DÉCEMBRE 2020

# INTRODUCTION

Il ne fait aucun doute que le monde doit s'unir pour faire face aux conséquences graves et en cours de la pandémie COVID-19 sur nos systèmes alimentaires. Lorsque le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires (ci-après UNFSS21) a été annoncé en décembre 2019, le monde était différent. Cependant, de sérieuses questions avaient déjà été soulevées à propos du processus non transparent et illégitime mené lors de l'élaboration, l'annonce et l'organisation de ce sommet. En mars 2020, La Via Campesina a rejoint environ 550 autres mouvements sociaux et organisations de la société civile pour s'opposer à la mainmise des multinationales sur ledit sommet. Alors que le processus de l'UNFSS21 progresse, au sein de La Via campesina, nous sommes de plus en plus inquiets. En même temps, nous sommes convaincus qu'un débat à l'échelle mondiale sur nos systèmes alimentaires est de la plus haute importance, car la pandémie COVID-19 n'a fait que renforcer et révéler l'échec du système alimentaire des multinationales à traiter les problèmes de la faim, les inégalités et la crise écologique.

Ce document vise à présenter les préoccupations de La Via Campesina et ses réflexions relatives au Sommet, tant en termes de processus que de contenu, ainsi que notre engagement et nos demandes en faveur d'une transformation nécessaire du système alimentaire actuel, guidée par les principes de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie.

En tant que La Via Campesina, nous n'avons pas seulement plaidé en faveur de la démocratisation des Nations unies, mais nous y avons aussi participé activement. La Via Campesina a joué un rôle essentiel dans la réforme des processus de politique alimentaire des Nations unies à la suite de la crise alimentaire de 2008. La crise a fait reconnaître aux organes des Nations unies et aux États membres l'importance d'inclure la voix des mouvements sociaux paysans et de la société civile dans l'élaboration des politiques alimentaires. En particulier, la stratégie de la FAO pour les partenariats avec les organisations de la société civile<sup>1</sup> ainsi que la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) avec

1 <http://www.fao.org/3/a-i3443e.pdf>

son Mécanisme de la Société Civile et des Peuples Autochtones (MSC) ont fait apparaître de nouveaux paradigmes, de nouvelles logiques et de nouveaux processus qui ont commencé à ouvrir la voie à la démocratisation de la gestion politique des systèmes alimentaires mondiaux. Cela a entraîné un changement progressif, qui a permis de niveler le “terrain de jeu” non seulement pour la société civile, mais aussi pour les gouvernements nationaux. La Via Campesina, grâce au travail et aux processus unifiés et engagés du Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP), a joué un rôle très important dans l'autonomisation des processus du MSC et du CSA. Nombre des avancées sont en effet nées des principes de la souveraineté alimentaire - un modèle global pour transformer les systèmes alimentaires, restaurer la santé de nos peuples et de la nature - soutenus et préconisés par La Via Campesina depuis le Sommet mondial de l'alimentation de 1996. Ces processus institutionnels ont permis un certain nombre d'avancées importantes, notamment les Directives sur les régimes fonciers, les Directives pour la garantie d'une pêche durable à petite échelle, le processus en cours concernant les Directives sur l'agroécologie et autres innovations, et plus largement, la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales. Bon nombre de ces nouveaux instruments ont directement fait obstacle à l'agenda mondial des multinationales, ainsi qu'aux intérêts impérialistes des économies et des élites mondiales.

## Vers un sommet non inclusif dirigé par les pouvoirs mondiaux et les élites économiques

L'UNFSS21 a été officiellement annoncé en décembre 2019 avec l'objectif déclaré de maximiser les avantages d'une approche systémique de l'alimentation dans l'ensemble de l'Agenda 2030, de relever les défis du changement climatique, de rendre les systèmes alimentaires inclusifs et de soutenir une paix durable. Cependant, dès le début, le processus UNFSS21 a été caractérisé par l'opacité et la non-inclusivité.



Dans le passé, les Sommets mondiaux de l'alimentation (SMA) ont été convoqués par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en 1996 et 2002, à la suite de décisions claires de ses gouvernements membres. Ces précédents sommets ont également vu une participation active et pleinement soutenue de la société civile par le biais de forums parallèles autonomes et autoorganisés. Toutefois, l'UNFSS21 n'a pas été mandaté par une décision ou un processus intergouvernemental. La décision a plutôt été prise par le Secrétaire général des Nations unies, en réponse à une demande du Forum économique mondial (FEM), une organisation du secteur privé qui représente les intérêts des multinationales, avec le soutien clé de quelques États membres puissants et de quelques grandes organisations philanthropiques-capitalistes en tant que sponsors.

Alors que le secrétariat de l'UNFSS affirme que "ce sera le sommet le plus ouvert de tous les temps", pour autant la gouvernance du sommet reste fermement entre les mains d'une poignée de grandes sociétés multinationales, « d'experts » connus pour être d'ardents défenseurs de l'agriculture industrielle et de certains États, les mêmes qui accueillent nombre de ces grandes sociétés multinationales.

Les mouvements sociaux restent cantonnés à un processus de dialogue en coulisses et ils ne pourront pas participer de manière autonome. Le secrétariat de l'UNFSS a sciemment refusé d'approcher les mouvements sociaux organisés ou les plateformes existantes, comme LVC ou le CIP. Il a plutôt décidé de sélectionner des participant·e·s de différentes organisations. Quelques organisations et personnes ont été invitées à rejoindre des organes consultatifs, tandis qu'un nombre croissant de personnes sont appelées à participer en s'inscrivant en tant que "champions" de l'UNFSS. On a constaté aucun intérêt de leur part pour inclure les petits producteurs alimentaires, la société civile et les organisations de peuples autochtones tout en respectant leur autonomie, leur auto-organisation et leur autodétermination. Le MSC a lancé, en octobre 2020, [un appel ouvert à l'engagement en réponse à l'UNFSS](#), dénonçant son caractère non inclusif et invitant les mouvements et organisations concernés par l'alimentation à joindre leurs efforts pour construire un processus collectif visant à contester le Sommet.

Un mois plus tard, le président du CSA a été invité à se joindre au Comité consultatif du Sommet, soit près d'un an après le lancement de l'UNFSS. Dans le même temps, le MSC a été invité à rejoindre les "Pistes d'action", des consultations entre les différents acteurs autour des objectifs du Sommet. Malgré ces invitations tardives, le rôle du CSA en tant que principale plateforme politique internationale et intergouvernementale (et de la FAO en tant qu'agence clé de mise en œuvre) sur les questions alimentaires a été jusqu'à présent marginalisé tout au long du processus.

L'idée qu'un groupe restreint de soi-disant expert·es se trouve à la tête de la politique du système alimentaire mondial est totalement antidémocratique et a déjà été rejetée par consensus et remplacée par le CSA réformé. La trajectoire actuelle du processus de construction du sommet permet aux élites du pouvoir mondial et en particulier au secteur privé de se légitimer une fois de plus en tant qu'architecte de l'avenir de notre système alimentaire, en utilisant les armes de ses sociétés multinationales pour continuer à accumuler du capital et à détruire la planète.

Ainsi, l'agro-industrie a carte blanche pour façonner l'avenir de nos systèmes alimentaires, couverts par des politiques publiques antidémocratiques. Par conséquent, nous ne pouvons pas considérer l'UNFSS21 comme un espace gouvernemental multilatéral légitime permettant la participation autonome de la société civile. Le processus de mise en place de l'UNFSS démontre clairement l'emprise croissante des multinationales sur certains organes importants des Nations unies.

par Polyp (autorisation d'utilisation délivrée à La Via Campesina en 2018)  
Plus d'informations sur [www.polyp.org.uk](http://www.polyp.org.uk)



# NOUS VOULONS DES POLITIQUES ALIMENTAIRES QUI NE SOIENT PAS ACCAPARÉES PAR LES MULTINATIONALES

Depuis plus de deux décennies, La Via Campesina, ainsi que d'autres mouvements sociaux et organisations de la société civile, ont exposé les risques d'une mainmise des multinationales sur les systèmes alimentaires à tous les niveaux<sup>2</sup>. Nous exprimons maintenant nos préoccupations concernant les processus liés à l'UNFSS21, indiquant de façon explicite qu'il sera entièrement dirigé par le contrôle des entreprises multinationales, du fait que le sommet est issu d'un partenariat entre le Forum économique mondial (FEM) et le secrétaire général des Nations unies.

Ces préoccupations ont été exacerbées à l'issue de rencontres avec l'Envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations unies, Dr Agnes Kalibata, chargée de superviser le sommet. Elle est l'actuelle présidente de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), objet de critiques par les mouvements sociaux et la société civile en Afrique, et ailleurs, depuis sa création. L'AGRA a [récemment](#) connu un échec catastrophique de son plan continental visant à stopper la faim par une modification agressive des systèmes agricoles africains vers des modèles d'agriculture industrielle employant massivement des agrototoxiques. À nos yeux, la nomination de Mme Kalibata comme envoyée spéciale pour le Sommet montre comment les intérêts des multinationales concernées cherchent à contrôler le "Sommet" en leur faveur et à asseoir davantage leur pouvoir sur la politique publique et la gouvernance du système alimentaire mondial.

<sup>2</sup> Voir par exemple <https://viacampesina.org/fr/mettre-fin-au-contrôle-des-multinationales-sur-l-organisation-des-nations-unies/> et <https://www.eurovia.org/fr/la-via-campesina-appelle-a-la-mobilisation-contre-lomc-et-les-accords-de-libre-échange/>

Nous pensons qu'il est capital de s'opposer à la mainmise de ces entreprises sur les systèmes alimentaires car l'agrobusiness mondial soutient l'imposition de paradigmes financiers et de marché à la production et à la distribution alimentaires. Cette logique est à l'origine de la crise alimentaire de 2008 et continue à avoir des effets négatifs sur les petits producteurs, hommes et femmes et les populations en général dans le monde entier.



Aujourd'hui, un petit nombre de multinationales cherchent à contrôler les données, les terres agricoles, l'eau, les semences et autres ressources par le biais du contrôle de nos systèmes alimentaires pour le profit privé et la domination mondiale. Leurs pratiques de destruction comprennent l'accaparement, la concentration et la privatisation à grande échelle des terres, de l'eau et d'autres ressources, l'agriculture, la pêche et l'élevage industrialisés, la surexploitation de la nature (y compris l'exploitation des êtres humains), l'utilisation autocratique et avide des nouvelles technologies et la mise en œuvre de projets d'infrastructure à grande échelle basés sur l'investissement étranger direct et une dette publique insoutenable.

Ce contrôle des multinationales s'est étendu aux niveaux des politiques internationales, régionales et nationales, tout en continuant à essayer d'accroître leur influence au sein du système des Nations unies. L'accord de partenariat FEM-ONU signé en 2019 a, de facto, accordé aux sociétés multinationales un accès préférentiel et différentiel au système des Nations unies. Ce partenariat, [condamné par LVC et d'autres organisations](#) soulève de vives inquiétudes quant à l'intégrité de l'ONU en tant que système multilatéral ainsi qu'à son indépendance et son impartialité, notamment en ce qui concerne la protection et la promotion des droits de l'homme. En outre, de nombreuses agences des Nations unies, dont l'UNICEF, le PNUD, l'OMS et l'UNESCO, se sont engagées dans des partenariats avec de grandes sociétés multinationales, tout en ne faisant pas assez pour mettre un frein à leur impunité. Le résultat en est que nous voyons de plus en plus de politiques des Nations unies qui placent l'intérêt privé et la spéculation au-dessus des intérêts publics.

# NOUS DÉFENDONS UNE COMPRÉHENSION HOLISTIQUE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Le Sommet des Nations unies sur l'alimentation a été rebaptisé pour sa prochaine édition "Sommet des systèmes alimentaires des Nations unies" ayant la conviction que ce changement d'intitulé permettrait de mieux "résoudre non seulement le problème de la faim, mais aussi de réduire les maladies liées à l'alimentation et de guérir la planète". Si le passage aux "systèmes alimentaires" est une avancée par rapport au paradigme de la "sécurité alimentaire" qui dominait auparavant au sein du système des Nations unies, tout indique que les systèmes alimentaires continueront à être définis de manière à faciliter la mainmise des entreprises.

Dans les processus simultanés et en cours au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des Nations unies, concernant en particulier les négociations sur les directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition, la tendance est à une compréhension restreinte des systèmes alimentaires, où on continue à confier au secteur privé la transformation des aliments. Au sein des Nations unies, on reprend encore les définitions de décideurs politiques pourtant très éloignés des systèmes alimentaires réels, ce qui conduit à ce que les systèmes alimentaires ne soient compris que sous l'angle de leur résultat final : remplir l'assiette de nourriture.

La Via Campesina pousse les membres des Nations unies à dépasser cette vision étroite des systèmes alimentaires. Il est important de se rappeler que, tandis que les agences des Nations unies débattent encore de la nécessité d'une approche des systèmes alimentaires, de ce qu'est exactement un système alimentaire et de la nécessité de sa transformation, La Via Campesina a, dès 1994, défendu l'idée de la souveraineté alimentaire comme étant une vision localisée et ancrée de la transformation des systèmes alimentaires.



Alors qu'il est de plus en plus reconnu que l'industrialisation et l'intensification de la production alimentaire au cours du siècle dernier ont conduit à des dégâts écologiques, des mouvements migratoires contraints, des gaspillages alimentaires et la consommation d'aliments malsains et non durables, on hésite toujours à pointer du doigt les responsables : l'agrobusiness et les politiques agricoles productivistes.

# DE QUELS SYSTÈMES ALIMENTAIRES AVONS-NOUS BESOIN ?

Nous pensons qu'aucune transformation du système alimentaire n'est possible en diminuant la participation de la société civile et en intensifiant la main-mise et de la destruction de la nature par les entreprises. Ces approches ont déjà trop souvent échoué. Les paysan·ne·s, les pêcheurs, les peuples autochtones, les pastoralistes, les habitant·e·s des forêts, les travailleurs et travailleuses agricoles ainsi que consommateurs dans les villes et dans les zones rurales sont au cœur des systèmes alimentaires.

Leurs voix doivent être entendues par le système des Nations unies si l'on veut que le changement ait lieu et que les Nations unies deviennent un espace pour mener à de réelles transformations des systèmes alimentaires. Si les Nations unies continuent à s'appuyer sur les voix des multinationales, des chercheurs subventionnés et des décideurs politiques des élites dominantes, peu de progrès seront faits pour rendre les systèmes alimentaires durables et équitables pour toutes et tous.

## **Afin de parvenir à une transformation du système alimentaire dans ce sens, nous préconisons ce qui suit :**

- Favoriser des systèmes alimentaires locaux, diversifiés et agroécologiques, et non une refonte et une expansion du système alimentaire mondial des multinationales. Une véritable réforme agraire dans de nombreux pays est nécessaire. Les semences paysannes doivent être soutenues et promues.
- Opérer un changement systémique pour faire face à la crise climatique actuelle et pour parvenir à une réduction significative des émissions de CO<sub>2</sub>, sachant que l'agriculture industrialisée et le système alimentaire des multinationales se trouvent au centre de cette crise.
- Transformer les politiques commerciales existantes pour permettre le soutien et la protection de la production alimentaire locale.

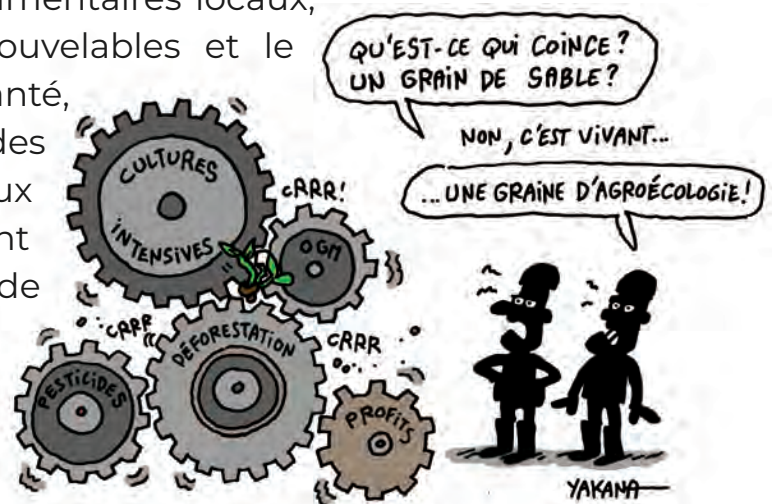
- Promouvoir des politiques publiques efficaces au niveau international, national et local afin de renforcer la production agroécologique paysanne et les marchés locaux.
- Garantir la mise en œuvre de la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan·ne·s et autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP) à tous les niveaux, en tant qu'instrument clé pour la défense et la promotion des droits de l'homme et du travail.

Obtenir des gouvernements de l'ONU, compte tenu de la crise climatique et de la pandémie de la COVID-19, qu'ils proposent un programme de changement qui mette au cœur de leurs préoccupations la production alimentaire locale et les systèmes alimentaires locaux, la transition vers les énergies renouvelables et le renforcement du secteur public (santé, éducation...). Les représentant·es des principaux mouvements internationaux et organisations mondiales devraient jouer un rôle clé dans la formulation de ces initiatives.

La Via Campesina, la voix de plus de 200 millions de producteurs et productrices alimentaires à

petite échelle, est convaincue que seuls des systèmes alimentaires en harmonie avec la nature et respectueux des droits de l'homme peuvent assurer la vie, la paix et le bien-être des personnes et des générations à venir.

La souveraineté alimentaire est notre boussole et la transition agroécologique est notre feuille de route vers ces transformations systémiques nécessaires.



*Toutes les illustrations, sauf celle de la page 4, sont de Yacine Canamas (YAKANA), un allié engagé du Mouvement paysan, qui n'est plus de ce monde, mais dont les idées continuent de vivre.*



**pour plus d'informations:**

Website: [www.viacampesina.org/fr](http://www.viacampesina.org/fr)

Facebook: [facebook.com/ViaCampesinaOfficial](https://facebook.com/ViaCampesinaOfficial)

Twitter: [@via\\_campesinaFR](https://twitter.com/via_campesinaFR)